

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03236]

8 JUILLET 2013. — Loi portant sur la modification de l'Accord portant création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Roi est autorisé à accepter au nom de la Belgique, la modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, telle qu'elle est proposée par le Conseil des gouverneurs de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, aux termes de ses résolutions 137 et 138 du 30 septembre 2011, dont le texte est reproduit en annexe.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Note

1) *Session 2012-2013*

Sénat

Documents parlementaires

5-2084/1 : Projet de loi

5-2084/2 : Rapport

Annales du Sénat : 23 mai 2013

Chambre des représentants

Documents parlementaires

53-2831/1 : Projet transmis par le Sénat

53-2831/2 : Rapport

53-2831/3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale

Compte rendu intégral : 13 juin 2013

Annexe :

RESOLUTION N° 137

AMENDEMENT DE L'ACCORD PORTANT CREATION DE LA BANQUE EUROPEENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT AFIN DE PERMETTRE A LA BANQUE D'OPERER DANS LES PAYS DE LA PARTIE MERIDIONALE ET ORIENTALE DU BASSIN MEDITERRANEEN

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

Observant les changements historiques en cours en Afrique du Nord et au Moyen Orient;

Se référant à la Résolution n° 134, Eventuel élargissement géographique de la région d'opérations de la Banque, adoptée le 21 mai 2011, par laquelle le Conseil des gouverneurs invitait le Conseil d'administration à lui soumettre des recommandations concernant, entre autres, un amendement à l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (l'Accord) prévoyant un élargissement régional approprié du champ d'application géographique du mandat de la BERD et un mécanisme approprié en vue de conférer le statut de pays bénéficiaire aux pays membres de cette région élargie, tout en veillant à ce que cet élargissement ne nécessite pas de contribution supplémentaire en capital et ne porte pas atteinte au champ d'action et à l'impact convenus des opérations de la Banque

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2013/03236]

8 JULI 2013. — Wet betreffende de wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Koning wordt gemachtigd om namens België de wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling te aanvaarden, voorgesteld door de Raad van gouverneurs van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, naar luidt van zijn resoluties 137 en 138 van 30 september 2011 waarvan de tekst als bijlage is opgenomen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat ze met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 8 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

1) *Zitting 2012-2013*

Senaat

Parlementaire stukken

5-2084/1 : Wetsontwerp

5-2084/2 : Verslag

Handelingen van de Senaat : 23 mei 2013

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken

53-2831/1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat

53-2831/2 : Verslag

53-2831/3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning te bekrachtiging voorgelegd

Integraal verslag : 13 juni 2013

Bijlage :

RESOLUTIE Nr. 137

WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE BANK VOOR WEDEROPBOUW EN ONTWIKKELING TENEINDE DE BANK IN STAAT TE STELLEN WERKZAAMHEDEN TE VERRICHTEN IN LANDEN IN HET ZUIDELIJKE EN OOSTELIJKE GEBIED VAN DE MIDDELLANDSE ZEE

DE RAAD VAN GOUVERNEURS

Gelet op de historische veranderingen die zich voltrekken in Noord-Afrika en het Midden-Oosten;

Verwijzend naar Resolutie nr. 134, *Mogelijke geografische uitbreiding van het werkingsgebied van de bank*, aangenomen op 21 mei 2011, bij welke de Raad van Gouverneurs de Raad van Bewindvoerders heeft verzocht aanbevelingen uit te brengen aan de Raad van Gouverneurs ter zake van, onder andere, een wijziging van artikel 1 van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (de Overeenkomst), die voorziet in een passende regionale uitbreiding van de geografische reikwijdte van het mandaat van de EBRD en een passend mechanisme teneinde de status van ontvangend land toe te kennen aan landen binnen de uitgebreide regio die lid zijn, waarbij gewaarborgd wordt dat een dergelijke uitbreiding niet noodzaakt tot aanvullende bijdragen aan het kapitaal of ten koste gaat van de

dans ses pays bénéficiaires existants;

Se référant également à la confirmation énoncée dans le Rapport du Conseil d'administration sur le quatrième Examen des ressources en capital (ERC 4) pour la période 2011-2015, approuvé par la Résolution n° 128 du Conseil des gouverneurs, conformation qui rappelle que la gradation reste un principe fondamental de la Banque;

Ayant examiné et étant en accord avec le rapport du Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs relatif à l'élargissement géographique de la région d'opérations de la Banque à la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen et avec les recommandations présentées dans ce rapport, notamment celle invitant le Conseil des gouverneurs à approuver un amendement de l'article 1^{er} de l'Accord en vue de permettre à la Banque d'opérer dans les pays de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen;

POUR CES MOTIFS, DECIDE PAR LA PRESENTE :

1. L'article 1^{er} de l'Accord est amendé comme suit :

« ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la Banque est, en contribuant au progrès et à la reconstruction économiques des pays d'Europe centrale et orientale qui s'engagent à respecter et mettent en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché, de favoriser la transition de leurs économies vers des économies de marché, et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise. Aux mêmes conditions, l'objet de la Banque peut également être mis en oeuvre en Mongolie et dans les pays membres de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen comme la Banque en décidera sur vote affirmatif des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux Membres. En conséquence, toute référence dans le présent Accord et dans ses annexes aux « pays d'Europe centrale et orientale », à un ou plusieurs « pays bénéficiaires » ou aux « pays membres bénéficiaires » s'applique également à la Mongolie ainsi qu'aux pays de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen qui répondent aux conditions énoncées ci-dessus.

2. Il sera demandé à chaque Membre de la Banque de confirmer qu'il accepte ledit amendement (a) en signant et en remettant à la Banque un instrument indiquant qu'il a accepté ledit amendement en accord avec ses lois et (b) en fournissant les éléments attestant en la forme et au fond, selon les modalités requises par la Banque, que l'amendement a été accepté et l'instrument d'acceptation signé et déposé en accord avec ses lois.

3. Ledit amendement entrera en vigueur sept jours après que la Banque aura confirmé officiellement à ses Membres que les conditions nécessaires à son acceptation, en application de l'Article 56 de l'Accord portant création de la Banque, ont été réunies.

(Adoptée le 30 septembre 2011)

RESOLUTION N° 138

AMENDEMENT DE L'ACCORD PORTANT CREATION DE LA BANQUE EUROPEENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT EN VUE D'AUTORISER L'UTILISATION DE FONDS SPECIAUX DANS LES PAYS BENEFICIAIRES ET LES PAYS BENEFICIAIRES POTENTIELS

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

Considérant que, par l'adoption de la Résolution n° 137, le Conseil des gouverneurs approuverait un amendement de l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (l'Accord) en vertu duquel la Banque serait autorisée à mettre en oeuvre son objet dans les pays de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen;

Se référant à la Résolution n° 134, Eventuel élargissement géographique de la région d'opérations de la Banque, adoptée le 21 mai 2011, par laquelle le Conseil des gouverneurs a demandé au Conseil d'administration de lui présenter des recommandations concernant, notamment, d'éventuelles démarches complémentaires destinées à permettre aux opérations de la Banque de commencer dès que possible dans les pays bénéficiaires potentiels de la région élargie;

Ayant examiné et étant en accord avec le rapport du Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs relatif à l'élargissement géographique de la région d'opérations de la Banque à la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen et avec les recommandations présentées dans ce rapport, notamment celle invitant le Conseil des gouverneurs à approuver un amendement de l'Article 18 de l'Accord en vue de permettre à la Banque d'utiliser les Fonds spéciaux pour des opérations spéciales dans les pays bénéficiaires potentiels;

overeengekomen reikwijdte en gevolgen van de werkzaamheden van de Bank in de bestaande ontvangende landen;

Tevens verwijzend naar de bevestiging in het verslag van de Raad van Bewindvoerders over het vierde toetsingskader van de kapitaal-middelen (CRR4) over het tijdvak 2011-2015, bij Resolutie nr. 128 bekrachtigd door de Raad van Gouverneurs, dat gradatie een grondbeginsel blijft voor de Bank;

Na bestudering en instemming met het verslag van de Raad van Bewindvoerders aan de Raad van Gouverneurs inzake de « *Geografische uitbreiding van het werkingsgebied tot het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse zee* » en zijn aanbevelingen, onder andere dat de Raad van Gouverneurs instemt met een wijziging van artikel 1 van de Overeenkomst teneinde de Bank in staat te stellen werkzaamheden te verrichten in landen in het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse Zee;

BEPAALT BIJGEVOLG HIERBIJ DAT :

1. Artikel 1 van de Overeenkomst als volgt wordt gewijzigd :

ARTIKEL 1 : DOEL

De Bank heeft met haar bijdrage aan de economische vooruitgang en het herstel ten doel de overgang naar een open markteconomie te bevorderen en het particuliere initiatief en de ondernemingsgeest aan te moedigen in de Midden- en Oost-Europese landen die de beginselen van een democratie met een meerpartijstelsel, pluralisme en een markteconomie aanhangen en toepassen. Het doel van de Bank kan met inachtneming van dezelfde voorwaarden ook in Mongolië worden verwezenlijkt en in landen in het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse Zee die lid zijn, zoals bepaald door de Bank na te zijn bevestigd bij stemming door ten minste twee derde van de Gouverneurs die ten minste drie vierde van het totale aantal stemmen van de leden vertegenwoordigen. Dienovereenkomstig heeft elke verwijzing in deze Overeenkomst en in de bijlagen daarbij naar « Midden- en Oost-Europese landen », « landen in Midden- en Oost-Europa », « ontvangende land (of ontvangende landen) » of « ontvangende lidstaat (of lidstaten) » tevens betrekking op Mongolië, alsmede op elk van de landen in het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse Zee

2. Er wordt aan de Leden van de Bank gevraagd of zij bedoelde wijziging aanvaarden door (a) bij de Bank een akte neer te leggen waarin vermeld wordt dat het lid bedoelde wijziging in overeenstemming met zijn recht heeft aanvaard en (b) materieel en formeel ten genoegen van de Bank aan te tonen dat de wijziging is aanvaard en dat de akte van aanvaarding is neergelegd in overeenstemming met het recht van dat lid.

3. De bedoelde wijziging treedt in werking zeven dagen na de datum waarop de Bank formeel aan alle leden heeft medegedeeld dat aan de vereisten voor aanvaarding van bedoelde wijziging voorzien in artikel 56 van de Overeenkomst tot oprichting van de Bank, is voldaan.

(Aangenomen op 30 september 2011)

RESOLUTIE Nr. 138

WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE BANK VOOR WEDEROPBOUW EN ONTWIKKELING-TENEINDE HET GEBRUIK VAN BIJZONDERE FONDSSEN IN ONTVANGENDE EN MOGELIJK ONTVANGENDE LANDEN MOGELIJK TE MAKEN

DE RAAD VAN GOUVERNEURS

Overwegend dat de Raad van Gouverneurs door aanneming van Resolutie Nr. 137 zou instemmen met een wijziging van artikel 1 van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (de Overeenkomst) ten gevolge waarvan de Bank gemachtigd zou zijn tot uitvoering van haar doel in de landen in het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse Zee;

In herinnering roepend Resolutie nr. 134, *Mogelijke geografische uitbreiding van het werkingsgebied van de bank*, aangenomen op 21 mei 2011, bij welke de Raad van Gouverneurs de Raad van Bewindvoerders heeft verzocht aanbevelingen uit te brengen aan de Raad van Gouverneurs ter zake van, onder andere, mogelijke verdere stappen teneinde de werkzaamheden van de Bank in de mogelijk ontvangende landen in de uitgebreide regio zo spoedig mogelijk te laten aanvangen;

Na bestudering en instemming met het verslag van de Raad van Bewindvoerders aan de Raad van Gouverneurs inzake de *Geografische uitbreiding van het werkingsgebied tot het zuidelijke en oostelijke gebied van de Middellandse zee* en zijn aanbevelingen, onder andere dat de Raad van Gouverneurs instemt met een wijziging van artikel 18 van de Overeenkomst teneinde de Bank in staat te stellen Bijzondere Fondsen aan te wenden voor bijzondere werkzaamheden in mogelijk ontvangende landen;

POUR CES MOTIFS, DECIDE PAR LA PRESENTE :

1. L'article 18 de l'Accord est amendé comme suit :

« ARTICLE 18 : FONDS SPECIAUX

1. (i) La Banque peut accepter la gestion de Fonds spéciaux créés pour la réalisation de son objet et entrant dans le cadre de sa mission dans ses pays bénéficiaires et ses pays bénéficiaires potentiels. Les frais de gestion de chaque Fonds spécial sont imputés à ce Fonds spécial.

(ii) Aux fins du sous-paragraphe (i), le Conseil des gouverneurs peut, à la demande d'un Membre qui n'est pas un pays bénéficiaire, décider que ledit Membre se qualifie comme pays bénéficiaire potentiel pour une période limitée et selon des conditions à déterminer. Cette décision sera prise par un vote affirmatif des deux tiers au moins du nombre des gouverneurs, représentant au moins les trois quarts du nombre total des voix attribuées aux Membres.

(iii) La décision de permettre à un Membre de se qualifier comme pays bénéficiaire potentiel ne peut être prise que si ce Membre est en mesure de répondre aux conditions requises pour devenir pays bénéficiaire. Ces conditions sont celles énoncées à l'article 1^{er} du présent Accord, dans sa version applicable au moment de ladite décision ou dans celle applicable lors de l'entrée en vigueur d'un amendement qui a déjà été approuvé par le Conseil des gouverneurs au moment de ladite décision.

(iv) Si un pays bénéficiaire potentiel n'est pas devenu pays bénéficiaire à la fin de la période indiquée au sous-paragraphe (ii), la Banque cessera immédiatement toute opération spéciale dans ce pays, à l'exception de celles découlant de la liquidation, de la conservation et de la préservation des actifs du Fonds spécial et de l'accomplissement des obligations apparues à cet égard.

2. Les Fonds spéciaux acceptés par la Banque peuvent être utilisés dans ses pays bénéficiaires et ses pays bénéficiaires potentiels de quelque manière que ce soit selon toutes conditions et modalités compatibles avec l'objet et la mission de la Banque, avec toute autre disposition applicable du présent Accord ainsi qu'avec la ou les conventions régissant ces Fonds.

3. La Banque adopte les règles et règlements nécessaires à l'institution, à la gestion et à l'utilisation de chaque Fonds spécial. Ces règles et règlements doivent être compatibles avec les dispositions du présent Accord, à l'exception de celles se rapportant expressément et exclusivement aux opérations ordinaires de la Banque. »

2. Il sera demandé à chaque Membre de la Banque de confirmer qu'il accepte ledit amendement (a) en signant et en remettant à la Banque un instrument indiquant qu'il a accepté ledit amendement en accord avec ses lois et (b) en fournissant les éléments attestant en la forme et au fond, selon les modalités requises par la Banque, que l'amendement a été accepté et l'instrument d'acceptation signé et déposé en accord avec ses lois.

3. Ledit amendement entrera en vigueur sept jours après que la Banque aura confirmé officiellement à ses Membres que les conditions nécessaires à son acceptation, en application de l'article 56 de l'Accord portant création de la Banque, ont été réunies.

(Adoptée le 30 septembre 2011)

BEPAALT BIJGEVOLG HIERBIJ DAT :

1. Artikel 18 van het Verdrag als volgt wordt gewijzigd :

« ARTIKEL 18 : BIJZONDERE FONDSSEN

1. i. De Bank kan het beheer op zich nemen van Bijzondere Fondsen die zijn bedoeld om bij te dragen aan de verwezenlijking van het doel van de Bank en die binnen haar taken vallen in de ontvangende landen en mogelijk ontvangende landen. De volledige kosten van het beheer van een zodanig Bijzonder Fonds worden ten laste van het desbetreffende Bijzondere Fonds gebracht.

ii. Voor de toepassing van onderdeel (i) kan de Raad van Gouverneurs op verzoek van een lid dat geen ontvangend land is bepalen dat dat lid kan worden aangemerkt als mogelijk ontvangend land gedurende een beperkt tijdvak en onder voorwaarden die wenselijk worden geacht. Deze beslissing wordt genomen na te zijn bevestigd bij stemming door ten minste twee derde van de Gouverneurs die ten minste drie vierde van het totale aantal stemmen van de leden vertegenwoordigen.

iii. De beslissing een lid in de gelegenheid te stellen aangemerkt te worden als mogelijk ontvangend land kan uitsluitend worden genomen indien het lid kan voldoen aan de vereisten die worden gesteld aan ontvangende landen. Deze vereisten zijn vervat in artikel 1 van deze Overeenkomst zoals dat luidt ten tijde van dat besluit of zoals het zal luiden na de inwerkingtreding van een wijziging welke op het tijdstip van het besluit reeds is goedgekeurd door de Raad van Gouverneurs.

iv. Indien een mogelijk ontvangend land aan het eind van het tijdvak bedoeld in onderdeel (ii) geen ontvangend land is geworden, staakt de Bank onverwijld alle bijzondere werkzaamheden in dat land, behalve die werkzaamheden die verband houden met het ordelijk uitvoeren, behouden en instandhouden van de vermogensbestanddelen van het Bijzondere Fonds en de vereffening van verplichtingen die in verband daarmee zijn ontstaan.

2. Bijzondere Fondsen die door de Bank zijn aanvaard, kunnen in de ontvangende en mogelijk ontvangende landen worden gebruikt op wijzen en op voorwaarden die verenigbaar zijn met het doel en de taken van de Bank, met de overige toepasselijke bepalingen van deze Overeenkomst en met de overeenkomst(en) betreffende bedoelde Fondsen.

3. De Bank neemt de regels en voorschriften aan die noodzakelijk zijn voor het instellen, het beheer en het gebruik van elk Bijzonder Fonds. Die regels en voorschriften mogen niet in strijd zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst, met uitzondering van de bepalingen die uitdrukkelijk alleen van toepassing zijn op de gewone werkzaamheden van de Bank. »

2. Er wordt aan de Leden van de Bank gevraagd of zij bedoelde wijziging aanvaarden door (a) bij de Bank een akte neer te leggen waarin vermeld wordt dat het lid bedoelde wijziging in overeenstemming met zijn recht heeft aanvaard en (b) materieel en formeel ten genoegen van de Bank aan te tonen dat de wijziging is aanvaard en dat de akte van aanvaarding is neergelegd in overeenstemming met het recht van dat lid.

3. De bedoelde wijziging treedt in werking zeven dagen na de datum waarop de Bank formeel aan alle leden heeft medegedeeld dat aan de vereisten voor aanvaarding van bedoelde wijziging voorzien in artikel 56 van de Overeenkomst, is voldaan.

(Aangenomen op 30 september 2011)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00486]

8 JUILLET 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers, en ce qui concerne l'introduction de la donnée relative à la délivrance d'un passeport

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, les articles 1^{er} et 2, alinéas 1^{er} et 3;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00486]

8 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister, over de invoering van de gegevens betreffende de uitreiking van een paspoort

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, artikelen 1 en 2, eerste en derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister;